

INTERVIEW

Christiane Lambert “Recherchons l’entente”

Casse et agriculture, deux mondes qui se côtoient, s’aiment, se chamaillent. Ils doivent aujourd’hui absolument trouver un terrain d’entente pour défendre et promouvoir une ruralité vivante. Christiane Lambert, présidente de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles) a bien voulu nous répondre sur l’écologie radicalisée, les défis auxquels doit faire face l’agriculture et le rapprochement qui doit s’opérer entre agriculteurs et chasseurs.

Conflit en Ukraine, changement climatique, perte d’autonomie alimentaire, l’agriculture est au carrefour d’enjeux majeurs. À quoi s’est ajoutée la violence des activistes lors de la manifestation du 29 octobre contre le projet de retenue d’eau pour l’irrigation agricole à Sainte-Soline (Deux-Sèvres).

Comment réagissez-vous face à ce déchaînement contre l’agriculture ?

À Sainte-Soline, nous avons vu des émeutiers, pas des manifestants. Ce rassemblement était plus une manifestation anticapitaliste qu’un projet de lutte lié à une problématique environnementale. Je pense même que, de façon assez cynique, certains auraient voulu reproduire le drame de Sivens pour bloquer le chantier [en 2014, un manifestant contre la construction d’un barrage dans le Tarn avait trouvé la mort lors d’échauffourées avec les gendarmes, NDLR].

Les images sont édifiantes. On voit des manifestants armés de mortiers, de boules de pétanque, de toutes sortes d’instruments contondants pour blesser les policiers et les forces de l’ordre. Les écologistes radicalisés ont franchi une ligne rouge. Il est dramatique qu’ils prennent en otage un sujet agricole d’importance le jour même où Poutine bloque des bateaux de blé devant partir d’Ukraine. Je rappelle que ces réserves d’eau sont à destination des consommateurs puisqu’elles visent à produire de l’alimentation pour les hommes et les animaux qui nourrissent les hommes.

Et il faut absolument que le bon sens prenne le dessus et que l’agriculture ne soit pas ainsi prise en hold-up. Le système des réserves a très mal été expliqué et beaucoup de contre-vérités circulent. Épuisent-elles les nappes? Non, les bassines ne les assèchent pas puisque l’eau y est puisée entre 1^{er} novembre et le 1^{er} avril, quand les nappes sont saturées et qu’elles n’absorbent plus l’eau de pluie qui stagne en surface dans les champs. Ce n’est

pas non plus de l’accaparement de l’eau puisque les droits de tirage en eau sont octroyés par l’établissement public du Marais poitevin. Les militants radicaux accusent les cultivateurs de maïs de pomper de plus en plus dans les nappes, or la surface de maïs a été divisée par trois en quinze ans dans cette région où la taille moyenne des exploitations est de 80 hectares

Cette opposition, nous l’avons vu avec les OGM et le nucléaire, ne donne rien de bon. Je le dis très clairement, je ne veux pas que l’agriculture vive la même impasse que le nucléaire. Qui nous a ordonné d’arrêter de produire de l’énergie nucléaire? Aujourd’hui Poutine brandit l’arme alimentaire et énergétique, vite, vite, nous redonnons de l’intérêt aux centrales nucléaires. Or, une centrale nucléaire ne se remet pas en route comme on lance une cafetière. Cela vaut pour l’agriculture. Si l’agriculture est stoppée faute d’eau, c’est irréversible. Et comme le besoin alimentaire augmente, nous serons contraints d’importer. Ce n’est pas bon pour la balance commerciale, ce n’est pas bon pour les emplois et cela ne sera pas bon pour les consommateurs non plus parce que ce ne sera pas produit du tout dans les mêmes conditions que nous connaissons en France. Aucun autre pays

ne doit faire face à ces comportements vis-à-vis de l’irrigation. Il est hors de question de sacrifier l’agriculture française sur l’autel de l’idéologie de quelques radicalisés ultraviolents et de quelques députés en mal de notoriété.

Des élus EELV étaient présents à cette manifestation. Au Parlement européen, ils ont voté le plan Farm to Fork qui réduit drastiquement les marges de manœuvre de l’agriculture européenne. Voulez-vous un lien entre la présence de ces élus à Sainte-Soline et ce vote au Parlement européen ?

Il y a certainement un lien parce que la stratégie *Farm to Fork* est la déclinaison agricole du *Green Deal*. Des études montrent qu’avec ce *Green Deal* il y aura une diminution de la production agricole en Europe: - 15 % pour



par agriculteur. Donc ceux qui dénoncent l’«agrobusiness» et l’accaparement se sont sans doute trompés d’endroit. C’est un système d’économie circulaire très vertueux, c’est celui que préconise l’Union européenne. On ne peut pas parler non plus de «grand capital» puisque les réserves concernent des exploitations de taille moyenne et une gouvernance coopérative qui regroupe trois cents agriculteurs. Les activistes ont tout faux, ils n’ont énoncé que des mensonges tout au long du week-end, hélas relayés par des médias complaisants qui n’ont pas assez donné la parole au porteur du projet.

L’opposition aux retenues d’eau n’est qu’un des aspects de cette écologie radicale qui réfute l’idée que l’agriculture améliore nos conditions de vie...

les pommes et les betteraves, – 10 % pour le blé, – 10 % pour le colza. Depuis la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine, des voix s'élèvent pour dire “Attention, cette stratégie est un danger!” L'Europe ne peut pas régresser en termes de production. Aujourd'hui, la FAO [*Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, NDRL*] engage à tout prix à produire plus partout où cela est possible parce que la famine menace dans les pays dépendants des importations de biens alimentaires.

Les militants écologistes se radicalisent face à l'urgence de production accrue découlant du conflit en Ukraine et refusent que nous fassions évoluer nos modes de production en optimisant l'usage de l'eau. La hausse des températures de cette année atteste qu'il faut utiliser au mieux l'eau en la stockant pendant l'hiver, saison la plus humide. Sans réserve d'eau, nous ne pourrons pas l'an prochain assurer de production de biens alimentaires.

Comme Willy Schraen, vous étiez à Foix le 18 octobre pour soutenir des éleveurs et un président de fédération départementale de chasse attaqués en justice par des écologistes radicaux. Tout cela sur fond de réintroduction de l'ours. Qu'est-ce qui a motivé votre déplacement ? Que pensez-vous de la réintroduction des grands prédateurs ?

Ce qui a motivé mon déplacement est la très forte inquiétude que je ressens face à cette radicalisation et à cette incompréhension manifeste entre monde rural et monde associatif environnemental. L'action de l'écologie radicale se limite souvent à des injonctions de gens qui sont pour certains des néoruraux, mais aussi des citadins qui rêvent d'une campagne idyllique peuplée d'ours, de loups, de lynx. Ce qui, hélas, n'est pas compatible avec le pastoralisme. Il est très regrettable que ces personnes ne veuillent pas comprendre les problèmes que rencontrent les éleveurs dans la prédation de l'ours et du loup de leur troupeau.

Nous atteignons un degré de gravité maximal qui justifiait pleinement ma présence aux côtés de la FNC. Il y a une solidarité rurale qui doit s'exercer. Les agriculteurs ont besoin des chasseurs. La mission des chasseurs est une mission de régulation du grand gibier pour limiter les dégâts, c'est aussi une mission de surveillance sanitaire du territoire. Je me souviens de nos actions communes afin d'éviter que la fièvre porcine africaine n'arrive en France dans un passé récent.

À Foix, vous avez défendu avec Willy Schraen une ruralité vivante. Cette entente ne doit pas occulter néanmoins les désaccords entre le monde agricole et celui de la chasse, comme l'indemnisation des dégâts de grand gibier ou le fait que certaines pratiques agricoles aient contribué au déclin du petit gibier...

Ce sont de vrais sujets de discussions avec la Fédération nationale des chasseurs. Chacune de nos fédérations respectives doit faire un pas vers l'autre. Il y a trop de sangliers et les chasseurs le reconnaissent. Nous avons réussi à trouver des terrains d'entente et nous nous sommes fixé comme objectif de baisser de 30 %

Pour ce qui est de la disparition du petit gibier, je comprends que cette chasse populaire soit une préoccupation. Nous nous sommes engagés à travailler avec la FNC afin d'améliorer cette situation. Le partenariat AgriFaune qui nous lie développe des actions et des aménagements concrets favorables au retour de la biodiversité. Nous sommes effectivement confrontés à des sujets de préoccupations communs. Et j'ose le reconnaître, même si je me fais trucider sur les réseaux sociaux à chaque fois que nous travaillons avec les chasseurs et que je souligne que nous avons besoin des chasseurs. Je vous confirme que nous ressentons la nécessité d'être plus forts ensemble et de favoriser davantage ce rapprochement. L'agri-



1. Ultraviolence de l'écologie radicale contre les bassines d'irrigation agricole à Sainte-Soline le 29 octobre.



2. Christiane Lambert et Willy Schraen réunis à Foix le 18 octobre dernier. Agriculteurs, éleveurs, chasseurs et élus y ont soutenu six personnes visées par une plainte déposée par les écologistes.

les dégâts d'ici à trois ans, ce qui est un objectif ambitieux. Les agriculteurs ont dit aux chasseurs qu'il faut absolument régler deux sujets : le trop grand nombre de sangliers et la faiblesse des indemnisations aux agriculteurs. Un protocole d'accord était en préparation mais la situation internationale et la flambée du prix des céréales ont tout bouleversé. Les tarifs qui sont sur la table ne correspondent plus du tout à ce que perdent les agriculteurs. Cela a retardé la signature de l'accord mais nous pensons pouvoir nous entendre d'ici à la fin de l'année.

culteur est un homme patient. Il exerce des activités de temps long. Il sème avec l'espoir de récolter. Il faut attendre neuf mois pour moissonner, neuf mois pour avoir un veau, quatre mois pour avoir des porcelets. Le chasseur aussi est patient. Parfois il peut chasser comme il peut revenir bredouille. Parfois les affûts sont très longs avant de voir passer un animal. Si ce n'est pas du tout le même rapport au temps, le même rapport à la nature, l'agriculteur comme le chasseur savent qu'ils ne dirigent pas la nature. ■